



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## conséquences

Question au Gouvernement n° 2688

### Texte de la question

#### POLITIQUE SOCIALE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Alain Bocquet.

M. Alain Bocquet. Monsieur le Premier ministre, votre politique à marche forcée, guidée par les intérêts financiers des grands groupes (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) se heurte de plus en plus au rejet. En témoigne la mobilisation populaire et de la jeunesse qui a eu raison de votre fameux CPE.

La guerre ouverte à la tête de l'exécutif gangrène un peu plus chaque jour l'État républicain et provoque dans le pays un sentiment d'écoeurement.

L'actualité de cette pitoyable affaire Clearstream ajoute au climat délétère à tous les niveaux de nos institutions, déjà rongées par une crise profonde.

L'image de la France dans le monde en est ternie, notre démocratie durement malmenée.

Derrière ce rideau de fumée nauséabond et des règlements de comptes au sommet de l'État UMP, la question sociale frappe plus que jamais à la porte.

Refus de la précarité et du chômage, exigence d'en finir avec le CNE - qu'un conseil de prud'hommes vient de remettre en cause -, protestation contre l'augmentation insoutenable des carburants et du gaz, quand vous vous obstinez à privatiser GDF pour le livrer aux appétits de la Bourse, loi d'immigration profondément inhumaine et contraire à toute notre tradition française.

Notre peuple étouffe sous le poids de votre politique ultralibérale, dictée par les choix du MEDEF. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Maxime Gremetz. C'est vrai !

M. Alain Bocquet. Les député-e-s communistes et républicains continueront de s'opposer fermement à tout recul de civilisation et d'agir pour une alternative de progrès, que portait il y a un an le " non " au référendum.

La question, en effet, n'est pas de savoir qui d'un tel ou d'une telle va obtenir le pouvoir pour le pouvoir. La question, c'est plus que jamais de rendre le pouvoir au peuple. Il est temps que ça change vraiment !

(*Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Monsieur le président Bocquet, cela fait trente ans...

Un député du groupe socialiste. Qu'il est là !

M. le Premier ministre. ...que je sers mon pays.

M. Arnaud Montebourg. Bien mal

M. le Premier ministre. J'ai été la victime, au cours des derniers jours, d'une campagne de calomnies et de mensonges ignobles...

M. Henri Emmanuelli. De la part de qui ?

M. Bruno Le Roux. Un concours de victimisation !

M. le Premier ministre. ...qui m'a profondément choqué et blessé. Trop, c'est trop ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Comment accepter que, dans notre pays, on puisse être mis en cause personnellement,...

M. François Lamy. Par qui ?

M. le Premier ministre. ...sur la base d'informations tronquées ? Comment accepter que des personnalités, de droite comme de gauche, puissent être injustement citées dans une affaire ?

M. François Lamy. Par qui ?

Un député du groupe socialiste. Il est où ?

M. le Premier ministre. Comment accepter que le débat politique dans notre pays soit pris en otage par des accusations mensongères et des manipulations ?

Un député du groupe socialiste. Qui manipule qui ?

M. Henri Emmanuelli. Qui a porté plainte ?

M. le Premier ministre. Je veux le dire solennellement devant vous, monsieur Bocquet : rien ne me détournera de mon devoir comme Premier ministre au service des Français.

Nos compatriotes ont des attentes en matière de pouvoir d'achat, en matière de chômage ("*Oh oui !*" sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.), en matière d'éducation ("*Oh oui !*" sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.), et nous y répondrons. ("*Oh non !*" sur les mêmes bancs.)

Un député du groupe des député-e-s communistes et républicains. Il serait temps !

M. le Premier ministre. Nous avons des résultats qui sont le fruit, sur le terrain, de notre travail ("*Non !*" sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains) et des efforts des Français.

Le chômage baisse ("*Non !*" sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains. - *Protestations sur les bancs du groupe socialiste*), la croissance repart, l'innovation se développe. ("*Oh non !*" sur les mêmes bancs.)

Nous continuerons dans cette voie tout au long des prochains mois,...

M. Maxime Gremetz. Les profits explosent !

M. le Premier ministre. ...et les Français peuvent compter sur nous.

Quant à moi, je ne me laisserai à aucun moment écarter de la mission qui est la mienne (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*) et que j'assume au service des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Un député socialiste. Ça sent le sapin !

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain Bocquet](#)

**Circonscription :** Nord (20<sup>e</sup> circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2688

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 3 mai 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 mai 2006